

**Accord collectif national**

**CRÉDIT AGRICOLE**

**(13 janvier 2000)**

(Etendu par arrêté du 18 mai 2000,  
*Journal officiel* du 1<sup>er</sup> juin 2000)

■ *Journal officiel* du 10 juillet 2009

**Arrêté du 30 juin 2009 portant extension d'un avenant à l'accord national sur le travail à temps partiel au Crédit agricole**

NOR : AGRS0914960A

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,  
Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;  
Vu l'accord du 13 janvier 2000 sur le travail à temps partiel au Crédit agricole ;  
Vu l'arrêté du 18 mai 2000 portant extension de l'accord susmentionné ;  
Vu l'avenant n° 3 du 27 novembre 2008 à l'accord susvisé ;  
Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;  
Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 25 mars 2009 ;  
Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;  
Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'avenant n° 3 du 27 novembre 2008 à l'accord national du 13 janvier 2000 sur le travail à temps partiel au Crédit agricole sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial dudit accord.

**Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir aux conditions prévues par ledit avenant.

### Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 juin 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des affaires financières,  
sociales et logistiques,*  
F. DE LA GUÉRONNIÈRE

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/17, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.